

Aujourd'hui, nous, personnel-le-s mobilisé-e-s de sept lycées du Rhône des quartiers populaires, dénonçons avec colère le mépris du Rectorat de Lyon. Ce 18 décembre au matin, alors que les personnel.le.s de sept lycées étaient en grève et rassemblé.e.s devant le Rectorat, les services du Rectorat n'ont même pas daigné venir à notre rencontre alors que des demandes d'audience avaient été envoyées il y a plus d'une semaine.

Depuis plusieurs années déjà, nous dénonçons l'absence de moyens humains pour nos établissements. En effet, ceux-ci ne sont pas considérés comme relevant de l'Education Prioritaire, alors que la majorité de nos élèves ont fait leur scolarité dans les collèges REP et REP+. Ainsi, une fois au lycée, les élèves de Vaulx-en-Velin, Vénissieux, Rillieux-la-Pape, Villeurbanne et Lyon 8e ne disposent pas de réels moyens supplémentaires pour leurs apprentissages. Pourtant, les difficultés liées aux postes vacants dans nos lycées et aux manques de moyens humains se multiplient. A titres d'exemples, le lycée Jacques Brel n'a pas eu d'infirmière pendant plusieurs mois depuis la rentrée, a fait plusieurs semaines sans adjoint-e gestionnaire ni proviseur-e adjoint-e. Les lycées Doisneau, Brossolette et Faÿs, sont également sans infirmier.ère. Au lycée Doisneau, les élèves de la filière ST2S n'ont pas de professeur.e.s. Dans chacun de nos lycées, on ne compte plus les multiples enseignant-e-s non remplacé-e-s malgré des absences prévisibles (congés parentalités).



A quoi joue le Rectorat ?

Ce matin lundi 18 décembre, plusieurs dizaines de collègues de nos sept établissements étaient mobilisées, rassemblées devant le Rectorat et en grève. Nous voulions être reçu-e-s avant le calcul des DHG, ces dotations horaires globales qui attribuent les moyens dont disposent nos établissements.

Le Rectorat n'a même pas pris la peine de répondre à notre demande d'audience. Ni proposition d'autre date, ni justification. Quel service public peut se permettre un tel mépris à l'égard de ces personnel-le-s ? Quel service public peut se permettre un tel mépris à l'égard de ses usager-e-s ?

Nous n'avons par ailleurs aucune nouvelle des "groupes de travail" que le Rectorat avait annoncés lors de notre audience commune du 26 septembre. Nous n'avons aucune garantie sur les effectifs dans nos classes pour la rentrée 2024. Nous n'avons aucune garantie sur les dédoublements pourtant nécessaires pour favoriser les apprentissages de nos élèves.

Il est temps que le Recteur et ses services prennent la mesure des besoins des élèves des quartiers populaires ainsi que du mal-être - voire de la détresse - de (certains.e.s) personnel.le.s.

Il est temps que le Recteur et ses services prennent la mesure de notre colère.

Dès demain, nous ferons partir un nouveau courrier de demande d'audience dans chacun de nos établissements. La mobilisation n'en est qu'à ses prémises et, sans prise de conscience du Rectorat, le mois de janvier sera sans doute agité.

Dans tous les quartiers, dans toutes les régions : des moyens pour l'éducation !

Les personnel-le-s mobilisé-e-s des lycées Brel, Brossolette, Camus-Sermonaz, Doisneau, Faÿs, La Martinière Montplaisir, Sembat, soutenu.e.s par les organisations syndicales et les associations de parents d'élèves.